

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS		
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne..... 1.000 francs		
	Six mois	Un an	Six mois	Un an			
Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO		15.000f	31.000f.	-	-	Chaque annonce répétée...Moitié prix
	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc.						
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Algérie, Tunisie.		-	-	20.000f.	40.000f	(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Etranger : Autres Pays				23.000f	46.000f	
	Prix du numéro..... Année courante		600 f	Année ant.	700f.		
	Par la poste :		Majoration de 130 f par		numéro		Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520 790 630/81
	Journal légalisé		900 f	-	Par la poste -		

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

L O I

2021
19 janvier Loi n° 2021-18 modifiant la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 relative à l'état d'urgence et à l'état de siège 59

PARTIE OFFICIELLE

L O I

Loi n° 2021-18 du 19 janvier 2021 modifiant la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 relative à l'état d'urgence et à l'état de siège

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du lundi 11 janvier 2021 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. - L'intitulé de la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 relative à l'état d'urgence et à l'état de siège est modifié comme suit : « Loi relative à l'état d'urgence, à l'état de siège et à la gestion des catastrophes naturelles ou sanitaires. »

Art. 2. - Il est inséré un titre IV intitulé « Gestion des catastrophes naturelles ou sanitaires. »

Article 24 nouveau. - En cas de survenance de situations de catastrophes naturelles ou sanitaires, il est donné, à l'autorité administrative compétente, sans que soit proclamé l'état d'urgence ou l'état de siège, pouvoir de prendre des mesures visant à assurer le fonctionnement normal des services publics et la protection des populations.

Ces mesures peuvent notamment consister en l'instauration d'un couvre-feu et en la limitation des déplacements sur tout ou partie du territoire national pour une durée d'un mois renouvelable une fois.

Article 25 nouveau. - Les pouvoirs énoncés dans l'article 24 de la présente loi sont exercés par le Président de la République.

Ces pouvoirs peuvent, sur délégation du Président de la République, être exercés par le Ministre de l'Intérieur, tout ministre dont l'intervention est nécessaire, les gouverneurs et les préfets.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 19 janvier 2021.

Macky SALL

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 7346
